

Cet article s'interroge sur le sens de l'apparition dans les manifestations, depuis les grandes mobilisations contre le CPE de 2006, de l'autocollant *Rêve générale* arboré par un nombre croissant de manifestants.

Rêve générale

Quelques réflexions

Depuis les grandes mobilisations contre le CPE de février - avril 2006, le « mot d'ordre » *Rêve générale* est présent dans toutes les manifestations, sous la forme d'un autocollant arboré par des milliers, voire des dizaines de milliers de manifestants. On évalue à 80 000 les autocollants distribués à Paris depuis le mouvement contre le CPE jusqu'à aujourd'hui. En province aussi *Rêve générale* est arboré dans toutes les manifestations. Les comptes rendus dans la presse (y compris étrangère) font état à chaque fois de la présence massive de ce slogan phare, lui conférant un caractère proprement emblématique.

Pourtant un tel succès n'est pas sans étonner, et sauf à le banaliser ou l'ignorer purement et simplement, *Rêve générale* résonne comme une interpellation. Pour commencer, il y a la forme même de ce slogan, télescopage d'un nom masculin (rêve) et d'un adjectif au féminin (générale), qui en interdit une lecture simple où *générale* qualifierait *rêve*. Les deux termes convoquent chacun des images et des sens autonomes, et leur réunion n'est que disjonction, marquant une tension entre un espace individuel et un espace collectif qui ne se rabattent pas l'un sur l'autre. Et en même temps, *rêve générale* s'est imposé com-

me un tout, loin d'un jeu de mots occasionnel qui disparaît aussi vite qu'apparu. Il fait sens même si ce sens n'est pas compositionnel : il fait bloc et c'est là une des conditions de son incroyable durée.

DES ORIGINES

ENCORE MYSTÉRIEUSES

Quant à son origine, plusieurs versions circulent, difficiles à vérifier, non contradictoires. D'un côté, il prendrait son origine dans un jeu de mots transformant *rave générale* en *rêve générale*. De l'autre, il serait la création d'un collectif d'artistes, graphistes et chercheurs d'Ivry-sur-Seine, réunis dans l'association *Ne pas plier* dont le manifeste est : « *Pour qu'aux signes de la misère ne s'ajoute pas la misère des signes* ». Apparemment, c'est dans cet atelier que sont fabriqués les autocollants *Rêve générale* qui par milliers rythment les manifestations. Autre question en suspens : qui en assure la diffusion lors des manifestations ? On parle d'un collectif d'associations. Certaines sections de Solidaires comme Sud Rail sont investies dans la diffusion. Mais une chose est claire : aucune organisation, parti ou syndicat, n'est à l'origine de ce slogan ; d'ailleurs aucune ne se revendique comme en étant

l'auteur.

De cela il ressort que *Rêve Générale* n'est la propriété de personne, d'aucun parti ou autre organisation. D'une certaine façon, de par sa forme même, il résiste à toute forme de récupération. Sa permanence, d'une manifestation à l'autre depuis plus de trois ans, met en avant un autre point : présent massivement dans chaque mobilisation, il n'est pas lié directement aux objectifs et revendications qui sont les objectifs propres de telle ou telle manifestation.

Par sa forme, par son mode de présence, *Rêve générale* dépasse tous les rassemblements ponctuels, tout en constituant un moment essentiel. Ce n'est pas un mot d'ordre : *Rêve générale* ne se crie pas, ne formule pas un objectif ou une revendication précise. Bien plus, il est indissociable de son support : un autocollant que par un geste individuel on met sur soi, un geste individuel qui devient collectif parce que des milliers de manifestants font ce geste, et cela à chaque manifestation. La dimension déterminée et ouverte, et donc personnelle, de *Rêve générale*, laisse chacun libre d'y mettre son sens à lui. En fait, dans ces deux mots accolés se trouvent comme inscrits l'histoire, le parcours et les attentes de ceux qui portent l'autocollant.

Sur Internet on trouve plusieurs milliers de référence à *Rêve générale*. Si on laisse de côté les nombreuses citations de la presse française et internationale (qui témoignent de la prégnance de ce slogan), on ne peut être que frappé par la dimension irréductible de ce slogan. En simplifiant, on peut distinguer trois grandes formes de circulation. La citation pure et simple, une façon pour l'auteur de reprendre pour son propos la dimension emblématique du slogan. La manipulation-transformation visant à

donner à tout prix du sens d'une façon ou d'une autre, mais au prix d'une troncation [*] ou d'une reformulation. Ainsi, cet appel à la création d'un collectif *Rêve général*, la normalisation de la forme linguistique (rétablir l'accord) débouchant sur une banale proclamation d'un *rêve collectif* : « *Qui n'a pas rêvé, chacun de son côté, de cette alternative ? Ce rêve ne s'est pas réalisé jusqu'alors parce que nous n'avions pas conscience de la multitude des gens qui le partagent* », ou encore « *Nous sommes des milliards à vouloir nous rassembler pour ce rêve et à vouloir commencer par en décider ensemble sans hiérarchie dès aujourd'hui* ». *Rêve générale* n'est plus très différent du mot d'ordre (incantatoire) *Tous ensemble ! Tous ensemble !*

Autre exemple de reformulation, mais dans une direction inverse : la réintroduction subreptice entre parenthèses d'une petite lettre : (g) *rêve générale*. Elle est le fait de militants organisés dans des partis ou des groupes qui cherchent à faire passer de cette façon le seul mot d'ordre qu'ils comprennent ou qu'ils croient comprendre. Dans ces deux cas (parmi d'autres), la reformulation tend à rabattre l'un des termes sur l'autre, la tension entre les deux mots apparaissant à ceux qui s'y livrent de l'une ou de l'autre manière comme insupportable. Dernier cas : la récupération pure et simple de *Rêve générale* au profit d'une démarche politicienne. C'est à cet exercice que se livre Noël Mamère, dans une longue démonstration aussi pesante que malhonnête, où les Verts seraient aujourd'hui les seuls porteurs d'une nouvelle utopie portée dans le passé par la revendication de grève générale. À croire que pour Noël Mamère, la contribu-

* Troncation : suppression d'une ou de plusieurs syllabes au début ou à la fin d'un mot

tion des Verts se ramène à l'effacement d'une petite lettre... !

FAÇON D'ENVOYER

UN MESSAGE,

EXPRESSION

D'UN MODE D'ETRE

Notre propos n'est pas d'ajouter une nouvelle glose. L'entreprise est de toute évidence désespérée et ne peut que rater ce que, peut-être, il y a de plus important. Non pas (sur) interpréter *Rêve générale* mais chercher à comprendre ce dont il est le symptôme.

Pour cela, il faut repartir non pas de la forme, mais chercher à prendre au sérieux le geste individuel qui l'accompagne. Il peut avoir des motifs « directement politiques ». C'est une manière de dire aux organisations syndicales : « *on est venu à la manif, parce qu'aujourd'hui cela nous semblerait nécessaire et valoir le coup, mais rien n'est moins sûr qu'on vienne à d'autres* », mais aussi, « *on est y venu pour les objectifs décidés par vous, mais aussi parce qu'on a nos propres raisons, nos propres motifs d'y venir* ». C'est une façon aussi de s'adresser aux groupes politiques qui lancent à tout bout de champ le mot d'ordre de *grève générale* dans les manifestations et de leur dire, « *nous savons fort bien, peut-être mieux que vous, que la grève générale sera nécessaire ; nous sommes prêts à un moment donné à nous y engager, mais à condition que ce soit pour changer vraiment la vie, pour une transformation radicale ; nous n'avons pas la conviction que ce soit votre cas* ». Mais il y a tous ceux de plus en plus nombreux pour qui mettre sur soi cet autocollant revient à donner une signification particulière à sa participation à une manifestation. Il ne s'agit pas de proclamer une appartenance à

quelque parti ou organisation syndicale mais de donner à sa présence une signification qui excède l'événement lui-même. Autrement dit, non seulement un mode de présence mais **un mode d'être**. Cette démarche marque un engagement individuel dans un espace collectif qui n'est pas une simple présence avec beaucoup d'autres rassemblés autour d'une même revendication. Elle met en avant le rapport crucial entre autodétermination individuelle et autodétermination collective. Celui qui la porte signifie que sa présence, par-delà l'événement, renvoie à une exigence fondamentale de transformation du monde, situation paradoxale où l'espace collectif se construit par une démarche individuelle en résonance avec des milliers d'autres. L'article de Samuel Holder sur le livre de Oskar Negt se termine sur une citation qui entre en résonance profonde avec *Rêve générale* : « *Celui qui se livre complètement au présent est condamné à réagir sans cesse à des faits accomplis [...] Par ailleurs, celui qui ne trouve pas la force de rêver ne trouvera point la force de lutter. L'encouragement quotidien à viser au-delà de l'horizon d'une seule journée s'applique aussi à la science. Celui qui n'a pas la force rêver ne trouvera pas non plus la force de vraiment saisir les choses* ».

Le port de l'autocollant est aussi une façon d'exprimer une radicalité (en tous les cas une forme d'engagement dans laquelle l'individu s'expose de façon particulière, personnelle et au risque d'encourir des sanctions étatiques) qui excède l'actualité du moment de telle ou telle manifestation ou rassemblement. Le besoin d'exprimer un engagement de ce type est d'autant plus fort qu'il s'agit de luttes dont les syndicats et les partis appelant à la manifestation n'ont pas eu l'initiative et assez peu soutenu ensui-

te (réseau Éducation sans frontière), qu'ils ont complètement ignorée (faucheurs volontaires OGM), ou même implicitement désapprouvé (mouvements des « désobédissants » chez les enseignants du primaire). En tant qu'autodétermination individuelle revendiquée, elle inscrit dans le temps de l'événement une autre temporalité (ce qui n'est en rien contradictoire avec une présence pleine et entière à l'événement en cours, bien au contraire), qui est celle de la nécessité de construire un autre monde. Dépasser le moment de l'événement en l'inscrivant dans une durée qui est celle de la transformation du monde, traduit la volonté permanente d'élargir à chaque fois l'horizon des luttes, une permanence qui est trop souvent considérée comme l'apanage du militant organisé.

UNE EXPÉRIENCE

POLITIQUE COMMUNE

ET D'AUTRES

PLUS PARTICULIÈRES

Dans le cas précis de la France et de son histoire politique et sociale récente, tant le besoin de lancer des « messages politiques » que d'exprimer un engagement individuel fort sur des questions et avec des formes de militantisme qui ne sont pas seulement ceux de la manifestation mais qui sont souvent négligés ou même combattus par les organisations la convoquant, nous paraissent traduire des processus subjectifs qui remontent peut-être dans pas mal de cas, au combat en 2005 contre le Traité constitutionnel européen et pour la victoire du Non au référendum.

Celles et ceux qui se sont engagés dans son combat ont vécu deux expériences consécutives. L'expérience d'abord du **plaisir de militer en-**

semble avec d'autres et de se retrouver avec eux aussi bien pour étudier un texte obscur et en déchiffrer les implications, que pour faire des réunions, écrire et diffuser des tracts. Plaisir retrouvé pour ceux qui avaient milité dans les années 1960 et 1970. Plaisir tout nouveau pour ceux pour qui le mitterrandisme avaient été un repoussoir, voire une chape de plomb. L'expérience également bien sûr d'auto-organisation, consciente chez certains moins chez d'autres, mais expérience incitatrice dans tous les cas. Puis ensuite il y a eu l'expérience, bien moins agréable mais tout aussi formatrice, de **s'être fait déposer politiquement**. Au sens étroit du terme évidemment par le jeu des partis et organisations avec la comédie de la « candidature unique » et du « programme antilibéral ». Mais aussi en raison de la participation peu ou prou de tous ces partis et organisations au processus par lequel a été refoulé le mouvement tendant vers l'auto-organisation qui avait commencé à poindre et même à chercher à se centraliser nationalement, au printemps 2005.

L'expérience de la bataille pour la victoire du Non, dans ses différents aspects positifs et négatifs, a pu entrer en résonance avec la manière dont des combats ignorés ou même désapprouvés par les syndicats, les partis et même les organisations révolutionnaires, avaient commencé à être lancés même avant 2005 et se sont développés depuis. Il ne s'agit pas d'en faire l'inventaire ni d'analyser chacun comme il le mérite. On rappellera d'abord celui des faucheurs volontaires des parcelles semées du maïs transgénique Monsanto. Il commence en 2003, mais il s'est poursuivi en 2004, 2005 et 2006. Il a permis la mobilisation de gens de professions très diverses, aux côtés d'agriculteurs

de la Confédération paysanne, autour d'une cause commune, et de mener une modalité particulière et nouvelle d'action directe en s'exposant à des arrestations et des poursuites judiciaires. Pour Isabelle Stengers, la « mise en cause des OGM comme progrès permis par la science, porteur de croissance et bénéfique pour l'humanité » est un moment clef dans la relance de débats qui confluent aujourd'hui sur la question de la crise écologique [1]. Mais elle y voit surtout un exemple « d'expérimentation collective », de « production de savoir, de pratiques d'alliance et de convergences de lutte qui secouent les routines ». Ici sa conclusion a une portée générale de grande importance. Face à une question donnée, la réponse particulière compte moins que la capacité à fabriquer collectivement des réponses. « Une réponse n'est pas réductible à la simple expression d'une conviction. Elle se fabrique ».

L'action des faucheurs volontaires avec son contenu très fort de « désobédiance », puisqu'elle inclut l'atteinte à la propriété privée, faite au nom de convictions politiques dans le sens fort du terme, se retrouve (atteinte à la propriété en moins) dans le mouvement des « désobédissants » des enseignants du primaire. Le premier ac-

1- Isabelle Stengers, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, Éditions Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte, Paris 2009. Dans un entretien dans *Regards*, n° 57, février 2009, elle note : « Beaucoup de gens ont commencé à s'intéresser à la manière dont se font les choix de ce qu'on appelle le développement, depuis les orientations de la recherche scientifique, et tout ce qu'on ne cherche pas trop à savoir, toutes les questions qu'on ne pose pas, jusqu'aux modes de production agricole en passant par l'empire des brevets ».

te en est la lettre d'Alain Refalo, envoyé le 6 novembre 2008, à son inspecteur de circonscription de l'académie de Marseille, pour lui dire qu'il entrait en désobéissance pédagogique contre la mise en œuvre des réformes du ministre de l'Éducation nationale. Bastien Cazals de Montpellier a envoyé une lettre similaire à Sarkozy le 25 novembre. L'appel qui a donné naissance au Collectif des enseignants en résistance date du 3 décembre 2008. Les deux enseignants en question et d'autres qui ont agi de même ont fait l'objet de procédures disciplinaires et de sanctions (allant jusqu'à la rétrogradation avec perte de salaire et de niveau de retraite). Comme le dit Véronique Druker, dans le premier texte sur la question mis sur le site du NPA le 7 novembre 2009, la FSU a été « apathique », tant en ce qui concerne le contenu des réformes que dans la défense des enseignants « désobédissants ». Même chose pour le fichage. « Dans le même temps, des directeurs d'école, des parents et des enseignants vont s'opposer à la mise en place du fichier "base élèves", clé de voûte d'un système de fichage qui identifie chaque élève et chaque parcours scolaire, de la maternelle à l'université, pour constituer un portfolio qui se substituera sans élision possible au CV. Même situation générale : les syndicats sont apathiques, voire pour certains plutôt favorables à ce système ».

Le Réseau Éducation sans frontières (RESF), créé fin juin 2004 pour soutenir les élèves majeurs « sans papiers » et les familles sans papiers ayant des enfants mineurs scolarisés sous le coup de mesures d'expulsion, est bien connu et assez largement soutenu. Ici les syndicats enseignants et les associations de parents en sont membres à qualité. Mais c'est de l'engagement individuel des parents et des enseignants de chaque école que

les actions dépendent, qui ont inclus depuis 2006 des initiatives consistant à cacher des enfants scolarisés dont les parents étaient menacés d'expulsion.

L'engagement individuel a toujours été au cœur des grèves. Le processus d'intégration des syndicats à l'État, vécu comme une véritable connivence depuis l'arrivée de Sarkozy à la présidence de la République, ainsi que la législation sur l'exercice du droit de grève dans les services publics, en ont accentué l'importance. Philippe Guitet de Sud Rail en parle dans son entretien avec Christiane Fourgeaud dans le n° 40 de *Carré rouge*. Il y a aussi cette lettre rendue publique par un conducteur lors de la grève des cheminots sur les retraites à l'automne 2007, où il interpelle les usagers de la SNCF (le texte de cette lettre est toujours accessible sur le site de A l'encontre). Rythmée par l'affirmation « j'assume », elle est exemplaire d'une démarche où l'engagement individuel dans la grève est revendiqué comme articulant la mobilisation sur des objectifs concrets immédiats (la réforme des retraites) à un refus de la société actuelle : « Mais plus encore. Cette réforme, comme les précédentes, vous coûtera beaucoup, elle nous coûtera beaucoup à tous. Parce que c'est la solidarité que l'on tue aujourd'hui. Cette solidarité voulue par nos pères au lendemain de la guerre, cette solidarité insupportable pour qui se réclame du libéralisme et du chacun-pour-soi. Cette solidarité dont le sens profond ne dépasse pas, pour notre gouvernement, la notion de l'aumône dominicale. Mais pour moi elle a un sens, parce qu'elle est profondément humaine. C'est elle, le ciment de notre société. À quoi bon vivre comme les loups où le couple dominant mange en premier et où le dernier mange ce qui reste ? Tous mangent, certes, mais est-

ce le modèle que nous voulons pour notre société ? Est-ce l'exemple pour nos enfants ? Ma conviction profonde est que la société humaine ne peut être basée que sur la solidarité, sur l'entraide mutuelle. C'est ce à quoi je crois et c'est pour cela que j'assume ce combat ».

Citons un dernier exemple. Lors de la grève générale de l'université au printemps 2009, articulée aux manifestations et à d'autres initiatives collectives, il y a eu sur le parvis de l'Hôtel de Ville jour et nuit, pendant plusieurs jours, une « *ronde des obstinés* ». Leur « *manifeste* » exprimait la volonté de produire un espace collectif né de la démarche de chaque enseignant-chercheur individuel participant à la ronde : « *Notre obstination est totale en raison même des enjeux que nous défendons et qui dépassent de loin toute lecture catégorielle de ce conflit. Notre obstination est totale car, au-delà des difficultés rencontrées pour combattre votre politique, nous savons que la communauté universitaire y est massivement hostile. Notre obstination est totale car nous ne sommes en aucune façon disposés à renoncer à la liberté sans laquelle il ne saurait y avoir ni recherches ni créations. Notre obstination est totale car, à vouloir transformer nos universités en entreprises, vous avez dépassé la limite de ce qui est tolérable* ».

**UN AUTRE MONDE,
NON COMME AVENIR
RADIEUX DÉFINI PAR
UN PROGRAMME, MAIS
COMME URGENCE**

Ces cas très différents présentent un certain nombre de traits communs : il ne s'agit pas d'une simple participation à un mouvement collectif, mais de l'affirmation d'un engagement per-

sonnel qui donne une autre dimension au mouvement, qui est pensé et vécu comme recherche de nouvelles identités individuelles et collectives, critique en actes de la société actuelle. Et donc affirmation de la nécessité de construire un autre monde, non pas comme avenir radieux défini par un programme, mais comme urgence à inscrire dans le cours des événements présents.

On peut voir dans ces démarches individuelles et collectives la revendication d'un droit à la politique, à une politique qui se pose en rupture critique avec l'espace politique traditionnel tel qu'il est formaté par les partis et les syndicats au rythme des mobilisations-élections. Mais rupture ne veut en aucun cas dire affirmation /revendication d'une extériorité : *Rêve générale* n'a de sens que dans les manifestations et autres mobilisations, tout en les inscrivant dans une perspective qui les excède. Sous cet angle, *Rêve générale* est aux antipodes du *Tous ensemble !* qui ne résonne que le temps d'une manifestation.

Dans cette perspective, *Rêve générale* peut s'entendre comme un cri, cri de rejet de la société du chacun pour soi, de cette mutilation de la vie vécue au quotidien, d'un manque à vivre insupportable. Contribuer à transformer ce cri en pensée et en prise de conscience renvoie à cette nécessité de repenser le politique, comme démarche visant à faire remonter tout ce qui est refoulé, souffrances endurées mais ignorées, résignation, pour en faire une aspiration à d'autres rapports sociaux. Ce qui passe par une remise en cause du morcellement infini des points de vue et la prise en compte des expériences dispersées ou restées longtemps (les chômeurs) ou encore maintenant (les sans papiers) sans réelle visibilité dans l'espace de la politique traditionnelle ; une démarche

qui vise à dépasser l'événement pour en faire une expérience partagée, contribution à la construction de cet espace collectif. Comme l'écrivait Jean-Marie Vincent dans son texte *Le trotskisme dans l'histoire* (un texte republié dans *Carré Rouge* et qui a gardé toute son actualité) : « *L'unité dynamique de la théorie et de la pratique ne peut être que conflictuelle, car elles doivent sans discontinuer se corriger pour traquer leurs routines et pour que s'ouvrent de nouveaux champs à la contestation et à la critique. Elles doivent se compénétrer de telle façon que la théorie soit aussi pratique et que la pratique soit aussi théorique (par la production de nouvelles connaissances chez les exploités et les opprimés). Il va de soi que le parti qui s'engage dans une telle voie, ne gère pas un capital et une culture politique. Il doit se faire découvreur de nouvelles pistes de l'émancipation, de nouvelles mises en question de la barbarie du Capital. Il est explorateur collectif, et à ce titre il avance en terrain peu connu, voire inconnu, pour augmenter le champ des possibles* ». Et Yves Bonin de faire écho à Jean-Marie Vincent à la fin de son article de *Carré rouge* n° 41 : « *Globalement, il est devenu vital et pressant de changer d'axe, de point de vue, et s'il faut créer une sorte de "parti", ne pas le mettre sur la table, prétendument tout fait et tout armé, qu'il suffirait de rejoindre, ou pour lequel il suffirait de voter, mais en faire un élément des processus vivants de la résistance, sans cesse à construire et reconstruire, à penser et repenser* ».

Au fil des numéros, l'évolution de *Carré rouge* a comporté lentement deux développements politiques et théoriques. Le premier est un commencement de rupture avec ce qui, pendant très longtemps a été un de ses réflexes : la dénonciation de la po-

litique des organisations (partis et syndicats). Mode d'affirmation qui revient en fait à s'inscrire dans l'espace du politique tel qu'il est formaté précisément par ceux que l'on dénonce (ceci ne signifie nullement que la critique ne soit pas nécessaire, mais qu'elle ne saurait constituer l'activité principale des révolutionnaires, sauf à se vouer à l'impuissance et à l'imprécation). Le second développement est d'assumer enfin le fait que le communisme n'est pas inscrit dans un mouvement de l'histoire qui resterait quelque part celui du « progrès ». Il n'est pas une « nécessité », mais un projet politique. Il ne pourra être que l'aboutissement d'une construction collective.

Pour nous, *Rêve générale* doit être compris comme une invitation à passer d'une critique négative à une critique positive et à introduire cette dimension essentielle de projet politique et de construction collective. Cela suppose une approche différente pour ce qui est de l'appréciation des modes d'action et de leur résultat, ainsi qu'une reconnaissance de formes d'organisation « non-classiques » distinctes de celle qui est commune aux partis « de type nouveau », aux avant-gardes autoproclamées et encore un peu à nous-mêmes. Il y a un réflexe auquel il faut prêter une attention particulière. Celui de « jauger » en quelque sorte le

« niveau de conscience » des masses jamais assez élevé (question douloureuse : qui peut se considérer comme ayant la légitimité pour tenir la jauge mesurant le « niveau de conscience » ?). L'enjeu est d'arriver à comprendre la radicalité qui se joue dans des événements et qui les dépasse. Les révolutionnaires (organisés ou non) ne peuvent prétendre être les détenteurs exclusifs de cette radicalité

Celle-ci passe aujourd'hui par la remise en cause de la déconnexion entre le combat revendicatif et le combat pour la transformation du monde. Ce que souligne à sa manière Stathis Kouvelakis à la fin de son livre *La France en révolte* : « *En ce qui concerne le projet, la difficulté essentielle revient à dépasser la logique, fort prégnante au sein d'organisations ayant largement conçu leur rôle comme celui de caisse de résonance des luttes, qui consiste à élaborer un "programme" en agrégeant des revendications reprises aux récentes mobilisations. Programme auquel peuvent, le cas échéant, se juxtaposer des discours abstraits et incantatoires sur la nécessité d'attaquer immédiatement le capitalisme ou les institutions de la démocratie bourgeoise. Pour le dire autrement, la question de l'alternative politique ne se pose pas aujourd'hui d'abord comme élaboration d'un "programme" supposé prémunir des renoncements du pouvoir*

(ou inversement du maximalisme sectaire) » (p. 291).

La radicalité de *Rêve générale* ne relève ni d'un programme ni de revendications particulières. Elle tient à ce qu'elle inscrit le refus de la barbarie capitaliste et l'exigence d'un autre monde dans la présence des uns aux autres dans les événements courants. Ce refus et cette exigence prennent leur force dans la tension entre « individu » et « collectif » dans une interaction réciproque, ce qui suppose que l'on ne réduise plus le collectif à l'espace des organisations ou à un rassemblement ponctuel de quelques centaines ou milliers de personnes à l'occasion d'une manifestation.

Cette nécessité de repenser l'espace du politique comme celui où s'exprime dans le présent l'exigence de construire un autre monde signifie qu'il faut renoncer à éluder les questions du présent et ne plus parler de l'avenir uniquement en termes généraux et abstraits. C'est en ce sens que l'on peut parler de l'actualité du communisme. C'est aussi une invitation à redonner un contenu à « l'auto-émancipation des travailleurs » vidée de son sens à force d'être répétée sur un mode incantatoire : penser l'autodétermination individuelle et l'autodétermination collective comme un tout. C'est ce à quoi nous invite *Rêve générale*. □